Immigration : depuis 40 ans, les hommes politiques se payent votre tête

29/05/2009 à 9h30



Le 21 septembre 1991, Giscard publie dans le Figaro un article intitulé *“Immigration ou invasion ?” .* Branle-bas de combat dans le landernau médiatico-politique. Retour sur l’affaire en vidéo. *(rediff de novembre 2008).*

A noter :

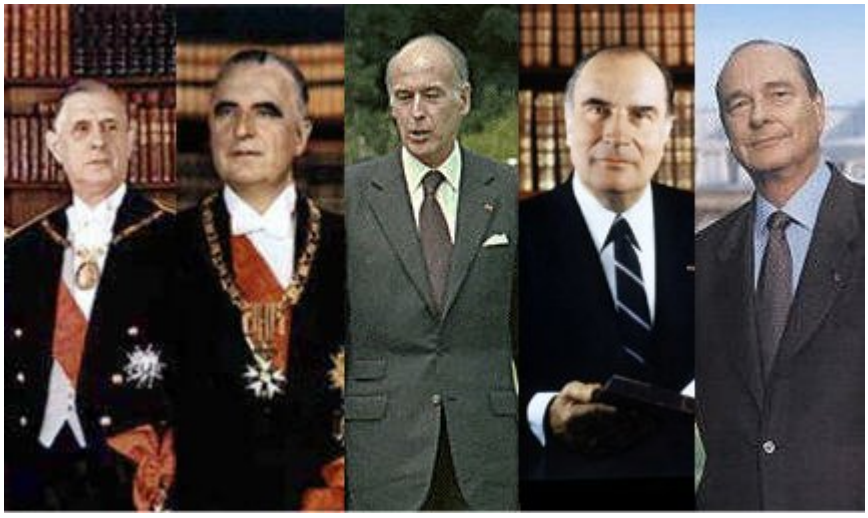
• **le parti pris des commentaires** dans les deux reportages de TF1 (privatisée en 86) qui prennent **clairement** position en parlant du “dérapage” de Giscard vers “l’extrême-droite” et de discours “démagogique”.

• **le recours systématique** à la réduction *“ad pétainum*“, et aux références à Vichy.

• pour ceux se souviennent d’un discours de Mélenchon sur les “racines”, notez, quand cela l’arrange, comment **la gauche n’hésite pas à faire appel à la *“tradition française*** *qui remonte à la monarchie”* (pour le droit du sol).

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/x6vvv3_1991-giscard-et-linvasion-migratoir_news[/dailymotion]

Panorama de l'époque : En 1989, Mitterand a réussi à se faire réélire à la présidence. Le 16 janvier 1991, Mitterand annonce que la France est en guerre aux cotés des alliés contre l'Irak (guerre du Golfe) et Chevènement, ministre de la défense, démissionne. En mai 1991, Rocard démissionne du poste de premier ministre et c'est Edith Cresson qui le remplace avant d'être remplacée par Beregovoy en 1992. C'est aussi l'année de l'affaire du sang contaminé.



Dans les banlieues, la délinquance est en augmentation continuelle. L'année 1990 a vu éclater les émeutes de Vaux-en-Velin au cours desquelles des quartiers à forte concentration immigrée se sont embrasés à la suite d'une prétendue bavure policière. Violences, dégradations, pillages. Le gouvernement crée le ministère de la ville pour endiguer la criminalité en investissant toujours plus d'argent en infrastructures culturelles ou autres équipements sportifs.

En mars, de nouvelles émeutes ont lieu à Sartrouville et s'étendent, notamment à Argenteuil. En réaction, un énième plan ministériel est concocté dans l'urgence et nommé **Loi d'Orientation sur la Ville (**LOV). En juin, le centre commercial du Val Fourré est pillé et un "jeune" placé en garde à vue meurt dans une crise d'asthme. C'est la déferlante : une semaine d'émeutes à Mantes-la-Jolie et aux Mureaux et mort d'une femme policier.

Après avoir exploité le thème de l'insécurité et accusé la droite d'intolérance et de racisme pendant des années, la gauche, une fois au pouvoir, rejette les causes des émeutes sur la police qu'elle a envoyé rétablir l'ordre dans les quartiers.

A droite, on exploite le filon selon des thèmes connus :

Roselyne Bachelot dénonce un “racisme à rebours” anti-français et anti-policier.
Le Figaro s’inquiéte du nombre d’immigrés, qu’il estime à 4 millions, auxquels s’ajoute un million de clandestins. (voir PDF p43)
Jacques Chirac, chef de l’opposition, *“souhaite l’ouverture d’un débat”* sur la préférence nationale en matière d'”avantages sociaux”, et parle d’une *“overdose d’immigrés”* lors d’un discours que la gauche parviendra à réduire à la petite phrase sur *“le bruit et l’odeur”.* Les idées du Front National sur l’immigration et la délinquance sont largement récupérées par la droite, qui établit des contacts avec des cadres FN comme Bruno Mégret. Charles Pasqua demande l’instauration d’une l’immigration choisie, par pays et par profession.
En réaction, la gauche au pouvoir, Edith Cresson en tête, hurle au racisme et régularise des milliers de clandestins. Mitterrand allume un contre-feu en lançant le débat sur le vote des étrangers aux élections locales.

> ***Résultat aujourd’hui de ces faux débats et déclarations de principes : Néant.***